

ARRÊT DE L'IMPORTATION DE LA VIANDE ROUGE

Quel impact sur le consommateur ?

Le ministre du Commerce par intérim a annoncé, la semaine dernière, l'arrêt de l'importation de la viande rouge. Cette mesure aura-t-elle un impact sur le consommateur ? Les associations de consommateurs, qui qualifient la mesure de nécessaire, estiment qu'il n'y aura aucun impact sur le consommateur.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - La viande rouge congelée est prisée par nombre de consommateurs du fait de son prix «abordable».

Mustapha Zebdi, président de l'Association nationale du consommateur, estime qu'il n'y a pas une grande différence entre le prix de vente de la viande congelée et de la viande fraîche. D'ailleurs, selon lui, la grande quantité de la viande rouge est utilisée dans les restaurants et non par les ménages.

M. Zebdi, qui dit approuver la décision du gouvernement, estime aussi que le risque encouru par la consommation de la viande congelée est très important notamment pendant sa transformation. De son côté, Tahar Boulouar, président de l'Association nationale des commerçants et artisans

algériens, estime que le taux annuel de l'importation de la viande congelée, estimé à une moyenne entre 60 000 et 70 000 tonnes, n'est pas important.

Les quantités importées annuellement, dit-il, représentent seulement 10% de la totalité de la consommation nationale. Cependant, souligne-t-il, la production nationale, estimée entre 800 000 et 900 000 entre les viandes rouges et blanches, reste insuffisante. Or, le besoin national est de l'ordre de 1 million de tonnes.

L'Algérien, dit-il, consomme une moyenne annuelle de 20 kilos de viande contre une recommandation mondiale de 25 kilos par an. Boulouar, qui approuve également la décision de l'arrêt de l'importation de cette viande, appelle,



L'Algérien consomme 2 kilos de viande par an.

toutefois, le gouvernement à encourager la production nationale à travers l'élevage, une filière qui reste, aussi selon lui, en deçà des capacités.

L'Algérie, dit-il, compte moins de 25 millions de têtes ovines contre une capacité de plus de 50 millions de têtes et moins de 2 mil-

lions de têtes bovines. L'Algérie gagnerait beaucoup, dit-il, en encourageant l'élevage et l'exploitation de la viande cameline et de chèvre. Pour rappel, Abdelmadjid Tebboune a déclaré la semaine dernière que le marché des viandes congelées a enregistré pendant plusieurs années des

dépassements graves et préjudiciables au citoyen notamment en présentant la viande congelée comme fraîche. «Je ne vois aucun intérêt pour l'économie nationale, ni pour le consommateur de persister dans cette démarche au moment où nos capacités nationales en viandes ovines couvrent la demande. Notre cheptel compte 27 millions de têtes et c'est très suffisant mais nous continuerons d'importer de la viande bovine fraîche dans la limite des besoins locaux», a déclaré M. Tebboune qui a aussi proposé la promulgation d'un décret qui autorise le producteur à vendre directement les produits alimentaires au consommateur dans des espaces précis pour juguler la spéculation et le monopole notamment pour ce qui est des produits alimentaires de large consommation.

Une mesure qui vise, selon lui, à éliminer les intermédiaires qui augmentent de 4 ou 5 fois le prix des produits sur les marchés de détail.

S. A.

APPEL À LA GRÈVE DES PRATICIENS DE SANTÉ PUBLIQUE

Le ministère de la Santé tente de désamorcer la crise

La Commission nationale chargée des relations avec les partenaires sociaux, relevant du ministère de la Santé, s'est réunie avec la Coordination nationale des Syndicats des praticiens médicaux de santé publique affiliée à l'UGTA. Cette rencontre intervient au moment où le Syndicat national des praticiens de santé publique (SNPSP) a lancé un appel à la grève.

Le ministère de la Santé tente de désamorcer la crise avec les praticiens de santé publique. Le département de Abdelmalek Boudiaf a annoncé dans un communiqué rendu public, jeudi, qu'une réunion de concertation s'est tenue mercredi après-midi avec la Coordination nationale des Syndicats des praticiens médicaux de santé publique.

Une initiative, souligne le communiqué, du ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière et du secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens. Les deux parties, précise la même source, ont passé au crible de nombreuses revendications de la corporation restées en suspens.

Ce débat a pour objectif, selon le ministère de la Santé, d'approfondir les principaux chantiers déjà ouverts et qui concernent la moralisation de la profession médicale par des actions relatives au respect des administrateurs des conditions d'exercice des praticiens médicaux tous corps confondus, les nouveaux défis se présentant au système national de santé publique, la dépénalisation de l'acte médical, la sécurisation effective et réelle des établissements de santé notamment des services des urgences contre toute violence, la relance des négociations avec les praticiens médicaux inspecteurs dans tous les domaines freinant leurs exercices souverains et pénalisant leurs actions sur le terrain d'inspection, la couverture juridique de l'exercice des praticiens médicaux titulaires de CESSM en perspective de la relance effective du projet de leur statut particulier finalisé et cosigné depuis 2008, aussi, suite aux nombreuses

formations hospitalo-universitaires engagées dans les filières spécialisées en transfusion sanguine, diabétologie, nutrition, aide médicale d'urgence, et en psychiatrie, la contribution active dans la détermination de l'élaboration des besoins en formation continue des praticiens médicaux de santé publique, la mise en place d'un nouveau

système de suivi de la prise en charge des carrières socioprofessionnelles du corps médical tous corps confondus ainsi que le suivi par les directeurs centraux des entraves enregistrées dans certains établissements de santé.

Cette rencontre calmera-t-elle les esprits des praticiens de santé publique ?

Dimanche dernier, le SNPSP a lancé un appel à la grève de deux jours à compter de lundi prochain. Le syndicat qui dénonce le blocage du dialogue et la non-satisfaction de ses revendications compte tenir aussi un rassemblement la journée de mardi devant le ministère de tutelle.

S. A.

À QUELQUES SEMAINES DU MOIS DE RAMADHAN

De longues files d'attente dans les bureaux de poste

Les bureaux de poste de la capitale renouent avec les longues files d'attente. Ce n'est pas une question de manque de liquidités. C'est plutôt la fièvre du Ramadhan qui pousse les gens à faire de considérables retraits d'argent pour faire face aux dépenses des préparatifs du mois de jeûne.

Rym Nasri - Alger (Le Soir)

- A quelques semaines du mois de Ramadhan, les dépenses s'intensifient. Les préparatifs pour le mois de jeûne, synonyme chez nous du mois de fortes consommations donc de dépenses, imposent de puiser dans ses économies. C'est la ruée vers les banques et les bureaux de poste où les opérations de retrait se multiplient.

Hier samedi, plusieurs bureaux de poste de la capitale étaient investis tôt le matin. De longues files d'attente se forment à l'intérieur des halls de ces établissements de service public, et grandissent jusqu'à déborder sur le trottoir.

C'est le cas du bureau de poste rue Hassiba-Ben-Bouali, à Alger. L'entrée est obstruée par une masse humaine. Difficile de se frayer un chemin pour accéder à la grande salle d'attente où les lieux sont noirs de monde. Des dizaines de per-

sonnes sont agrippées aux différents guichets. A peine si on arrive à distinguer les silhouettes des guichetiers qui s'agitent derrière leurs bureaux. Devant le distributeur automatique de billets (DAB), implanté à l'extérieur de la structure, une longue file d'attente serpente sur le trottoir.

Ici, tout le monde est là pour le même objectif : retirer de l'argent. Une mission qui s'avère longue et lente !

Même scénario au bureau de poste rue Boualem-Rouchaï à Belouizdad. Les files d'attente devant les guichets sont interminables au point de s'entremêler.

Matinal, Tayeb, la soixantaine passée, s'est pointé dès sept heures du matin. Le sacrifice de son sommeil ne lui a, pourtant, pas beaucoup servi. «J'ai eu droit à un ticket au numéro de 195 puisqu'il y avait déjà du monde avant moi», explique-t-il. A dix heures tapantes, le numé-

ro affiché au guichet était le 148. «Il faut compter d'ici midi passé pour encaisser mon chèque», dira ce retraité.

Selon lui, le bureau déborde de monde parce qu'il accueille des clients venant des quartiers de Laâqiba, de l'ex-Champ-de-manceuvres (1^{er} Mai) et de l'ex-Bel-court (Belouizdad). «C'est un bureau de poste qui est très sollicité. Les gens viennent de plusieurs quartiers des alentours et même d'ailleurs», dit-il encore.

Soulignant l'absence de la culture de l'épargne chez l'Algérien, il ajoute : «Il n'y a pas de manque de liquidités mais dès que l'argent entre dans les comptes, les gens viennent le chercher surtout à l'approche des fêtes et des occasions telles que le Ramadhan qui est à nos portes».

Destiné pour faciliter l'accès à son CCP (Compte courant postal), le distributeur automatique de billets du bureau de poste, rue Boualem-Rouchaï, ne remplit pas sa fonction en ce jour de forte demande. Point de rush sur l'appareil disposé à l'extérieur de l'établissement. «Le distributeur est souvent non approvisionné en liquidités sur-

tout à la fin du mois. Les gens ne s'en servent que pour des demandes d'avoir», assure Rachid, fonctionnaire.

Natif du quartier, Rachid habite depuis les dernières opérations de relogement, aux Eucalyptus à l'est d'Alger. Là-bas encore, témoigne-t-il, le bureau de poste connaît de longues files d'attente dès cinq heures du matin. «Il faut voir l'image de tous ces vieux retraités qui patientent devant la poste des Eucalyptus, très tôt le matin dans le froid», dit-il tout navré.

De son côté, Abderrahmane déplore que les retraités soient obligés d'ouvrir un compte CCP pour percevoir leur pension. «Il faut laisser aux retraités le libre choix de leur compte bancaire», plaide ce retraité de la Banque nationale d'Algérie (BNA). Pour lui, cette démarche permettra de mettre fin à cet afflux sur les bureaux de poste.

Apparemment, ni l'installation des DAB ni le paiement des factures de charges domestiques (électricité, gaz, téléphone, ...) via internet n'ont pu changer les habitudes des détenteurs des comptes CCP.

Ry. N.